

En Ukraine ou ailleurs, le processus de paix ne peut faire l'économie des acteurs religieux. C'est ce que défend Azza Karam, secrétaire générale de Religions for peace. Interview

Le rôle des religions pour la paix

MYRIAM BETTENS/PROTESTINFO

Politique ► Les institutions internationales auraient progressivement pris conscience du rôle essentiel que jouent les acteurs religieux dans les affaires de l'Etat. A l'initiative de la Faculté de théologie de Genève, la professeure Azza Karam était invitée à se prononcer sur le sujet les 9 et 10 juin derniers lors d'un colloque international sur l'engagement des religions dans les affaires globales. Pour la secrétaire générale de Religions for peace et membre du Bureau de conseil pour le multilatéralisme auprès du secrétaire général des Nations unies, la consultation du monde religieux est incontournable.

Les Nations unies s'engagent dans le dialogue et la coopération auprès des chefs religieux du monde entier, incitant les gouvernements à faire de même. En quoi la religion peut-elle avoir une influence positive sur la société civile?

Azza Karam: Les religions font partie de la société civile. Les gouvernements doivent donc les inclure dans la consultation avec cette dernière. Malheureusement, lorsque la consultation a lieu, elle n'inclut souvent que la part laïque de la société. D'où l'importance de soutenir ou de créer des structures interreligieuses. Il est impossible d'ignorer complètement l'influence de la religion sur la société. Le mouvement pour les droits civiques aux Etats-Unis n'aurait jamais eu lieu si les leaders religieux n'avaient pas collaboré avec les laïcs.

Quelle valeur ajoutée l'implication de la religion dans les affaires d'Etat offre-t-elle aux gouvernements?

Les institutions religieuses fournissent 30% de services de base

En mars 1965, Martin Luther King en tête d'une marche de Selma à Montgomery en Alabama, à l'appel de la King's Southern Christian Leadership Conference.

KEYSTONE



dans l'éducation, la santé, l'hygiène et la nutrition. Elles ne se résument donc pas seulement à un lieu de culte, mais représentent aussi un fournisseur de services sociaux. En tant que gouvernement, comment ne pas tenir compte de ceux qui sont proches des croyances des gens et donc de leurs comportements? Ignorer la religion revient à refuser de travailler avec l'influence la plus puissante de notre monde.

La religion fixe encore les règles dans de nombreuses régions du monde et celles-ci ne sont pas toutes conformes aux droits humains. Pourquoi persévérer malgré tout dans le dialogue avec les chefs religieux?

Nous nous engageons auprès des dignitaires qui représentent

légitimement les institutions religieuses et qui ont aussi la réputation, mais également la volonté, de travailler activement pour soutenir les droits humains. En d'autres termes, nous travaillons avec les défenseurs de ces droits.

Le conflit en Ukraine nous montre que les chefs religieux peuvent aussi avoir un impact négatif...

C'est exactement la raison pour laquelle nous devons travailler avec les communautés religieuses et les chefs religieux, car ils ont un impact énorme! Alors qu'en Russie, nous faisons face à une alliance entre le religieux et le politique, s'agissant de la guerre en Ukraine, il se produit une rupture à l'intérieur même de l'Eglise orthodoxe: certains ne veulent pas faire partie de

RELIGIONS FOR PEACE EN BREF

Religions for peace est une conférence mondiale de représentants des religions dédiée à la promotion de la paix. Fondée en 1970, elle siège à New York avec des antennes régionales en Europe, en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique et aux Amériques. Elle jouit d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC), de l'Unesco et de l'Unicef. **MBS**

cette alliance. Imaginez si tous les leaders religieux du monde s'unissaient pour la dénoncer...

Suivent-ils ce chemin?

Ironiquement, les deux institutions religieuses les plus puissantes du monde empêchent une réponse interreligieuse d'avoir lieu: le Conseil œcuménique des Eglises (COE) et le Vatican ne veulent pas voir les gouvernements impliqués dans «une affaire interne au monde des Eglises». Selon un représentant du Saint-Siège à l'ONU, un engagement religieux autour de l'Ukraine ou de la Russie devrait passer par le pape.

Certains diplomates américains notamment argumentent que la religion et les institutions religieuses n'ont rien à voir avec cette guerre et n'y jouent aucun rôle.

C'est une perspective très ignorante et arrogante. Cela suppose que les croyances des gens n'ont aucune influence sur la vie quotidienne. Ce qu'on croyait être réservé à l'Iran ou l'Arabie saoudite se produit maintenant en Europe. On réalise aujourd'hui l'influence qu'un chef religieux peut avoir sur un pays.

Quel regard portez-vous sur le rôle du patriarche Kirill de Moscou dans le conflit actuel?

Le patriarche Kirill s'est prononcé publiquement en faveur du président Poutine. Dès lors, nous comprenons la nécessité pour les chefs religieux représentant des milliers de membres de se positionner publiquement pour la paix. En Inde, le président détourne le regard des actions menées par les suprématistes hindous. Ces exemples montrent à quel point la collusion entre le religieux et le politique peut aujourd'hui faire des dégâts auprès de la population. Elle pourrait donc tout autant, à l'inverse, promouvoir la paix. **I**



«On réalise aujourd'hui l'influence qu'un chef religieux peut avoir sur un pays» Azza Karam

La justice s'oppose au retrait d'un bas-relief antisémite

Allemagne ► La Cour fédérale allemande de justice, plus haute instance judiciaire du pays, s'est prononcée mardi contre le retrait d'un bas-relief médiéval antisémite, le «Truie des Juifs», d'une église qui fut le berceau de la réforme protestante.

Cette décision rendue par la cour de Karlsruhe (sud-ouest) devrait mettre un terme à une bataille judiciaire entamée il y a cinq ans autour de cette sculpture qui orne depuis 1290, à huit mètres de hauteur, l'aile sud de l'église Sainte-Marie de Wittenberg (est). L'édifice où Martin Luther (1483-1546) prêcha pour la première fois en langue allemande est classé au patrimoine mondial de l'humanité. Le bas-relief montre des Juifs et des porcelets tétant le lait d'une truie pendant qu'un rabbin soulève la patte et la queue de l'animal pour examiner son anus.

Ce motif animalier métaphorique visait à provoquer l'aversion pour les Juifs dans cette ville où le moine Luther, dont l'antisémitisme a été documenté par les historiens, placarda ses thèses contre les indulgences de l'Eglise catholique en 1517, marquant la naissance de la Réforme.

Les juges de la Cour fédérale ont estimé que l'œuvre était calomnieuse mais ont débouté le plaignant, membre de la communauté juive d'Allemagne, qui réclamait que la sculpture soit décrochée. Cette «Truie des Juifs» exprime certes «l'hostilité et la haine envers les Juifs» et constitue «une insulte aux Juifs», selon les magistrats. Mais l'installation en 1988, du temps de la RDA communiste, d'une plaque en bronze rappelant le souvenir des «six millions de Juifs» exterminés par le régime nazi, l'a transformée en «un mémorial destiné à commémorer et à

rappeler les siècles de discrimination et de persécution des Juifs jusqu'à la Shoah», selon eux.

Le Conseil central des Juifs d'Allemagne, principale instance de représentation de la communauté juive, a jugé à l'issue de cette décision que «l'Eglise devrait reconnaître clairement sa culpabilité et condamner son antijudaïsme séculaires». La «Truie des Juifs» avait suscité une âpre polémique en 2017, année où l'Allemagne célébrait le 500^e anniversaire de la Réforme, avec la circulation d'une pétition, puis d'une contre-pétition, avant que le litige n'atterrisse devant les tribunaux. Avant la décision de la Cour fédérale de justice, le plaignant avait exprimé son intention de porter l'affaire devant le Cour constitutionnelle ou la Cour européenne des droits de l'homme, selon les médias.

DOMINIQUE HARTMANN

COE: l'EREN demande la suspension de l'Eglise russe

Suisse ► La position de l'Eglise orthodoxe russe face à la guerre en Ukraine est intolérable, a estimé la majorité des délégués au Synode (organe délibérant) de l'Eglise réformée du canton de Neuchâtel (EREN) lors de sa session du 1^{er} juin au Louvain. Résultat: l'EREN soutiendra les démarches des Eglises sœurs zurichoise et tessinoise, qui demandent la suspension de l'Eglise orthodoxe russe du Conseil œcuménique des Eglises (COE) dont elle est membre. Une décision qui, après de vives discussions, répondait à une motion urgente exhortant le Conseil synodal (exécutif) neuchâtelois à demander à sa faïtière, l'Eglise évangélique réformée de Suisse (EERS), de suspendre l'Eglise orthodoxe russe du COE. Mais les délégués ont craint qu'en accédant à la proposition des motionnaires, il y ait interférence avec un autre dossier brûlant que l'EREN doit défendre devant l'EERS: l'augmentation des subventions pour l'aumônerie dans les centres d'asile fédéraux.

PROTESTINFO

«Une trahison de leur humanité»

Vatican ► Lors de l'audience générale du 15 juin dernier, le pape François a martelé le message selon lequel les personnes âgées ne peuvent être mises à l'écart de la société ou de l'Eglise. Sortant largement de ses notes, il a de nouveau déploré la culture du déchet où les anciens sont mis sur la touche ou cachés. «On ne les tue pas, mais on les écarte socialement, comme s'ils étaient un poids», a-t-il condamné. Cette culture consistant à «sélectionner la vie selon l'utilité» est pour lui «une trahison de leur humanité». Il faut, a-t-il averti, considérer la vie «comme elle est, avec la sagesse des personnes âgées», et avec leurs limites. Rappelant que le dialogue entre les jeunes et les anciens était «fondamental» pour la société et pour l'Eglise, il a mis en garde contre la création d'une génération «sans passé et sans racine» si la rencontre entre les âges ne se faisait plus. **CATH.CH**